TERMES DE RÉFÉRENCE

Consultant national pour l'appui en gestion administrative dans le cadre du développement institutionnel et du renforcement des capacités de l'Office de la Protection du Citoyen et de la Citoyenne (OPC)

Contexte et justification

Dans le cadre de sa mission, l'Office de la Protection du Citoyen et de la Citoyenne (OPC), contribue à la protection de tout individu contre toutes les formes d'abus de l'Administration Publique, ainsi qu'à la définition de la politique générale en matière de protection des droits de l'homme en Haïti. Aux termes de l'article 3 de la Loi du 20 juillet 2012, l'OPC est une institution nationale de promotion et de protection des droits humains, conformément aux principes de Paris. Il est chargé notamment de veiller au respect par l'Etat de ses engagements en matière des droits humains.

En avril 2017, le conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 2350 instituant la Mission des Nations Unies pour l'Appui à la Justice en Haïti (MINUJUSTH). Le tiers du mandat de ladite mission est consacré à la promotion et le respect des droits humains, y compris les questions d'égalité et l'équité de genre. Il est défini dans le dernier rapport du secrétaire général des Nations Unies de 2018 sur l'évolution de la situation en Haïti et dans la stratégie de sortie de la MINUJUSTH, un indicateur relatif au fonctionnement de l'OPC de manière indépendante.

Dans ce contexte, le Service des Droits de l'Homme (SDH) de la MINUJUSTH, représentant également le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en Haïti (HCDH) s'est assigné comme l'une de ses priorités un appui technique et financier à l'OPC. Ainsi, le SDH se propose d'apporter un appui technique, à travers le recrutement d'un consultant national, afin de renforcer ses capacités de gestion administrative interne, en tant qu'Institution Nationale de protection et de promotion des Droits Humains (INDH) accréditée au statut « A » depuis décembre 2013.

Objectifs de la consultation

Le consultant sera en charge d'assister techniquement l'OPC et de fournir des services consultatifs au Protecteur du Citoyen, principalement en ce qui concerne la gestion administrative interne de l'OPC et l'évaluation annuelle de son personnel.

Responsabilités :

Dans les limites des pouvoirs qui lui sont délégués et sous la supervision générale du Protecteur et la supervision directe du Directeur général de l'OPC, le consultant assure les responsabilités suivantes :

1. Elaborer un manuel de normes de procédures administratives et contribuer à la révision des règlements internes de l'OPC ;
2. Fournir des conseils techniques et fonctionnels au Directeur Général sur le fonctionnement de l'OPC, en privilégiant une approche stratégique dans la gestion du Programme ;
3. Elaborer des outils d'évaluation du personnel selon le vœu des normes applicables dans la fonction publique, de concert avec le Chef des Ressources Humaines ;
4. Participer dans la définition des stratégies permettant à l'OPC de consolider ses relations avec les partenaires nationaux et internationaux ;
5. Travailler étroitement avec le Protecteur du Citoyen et le personnel approprié pour assurer une approche de développement de l'institution basée sur l'évaluation ;
6. Participer à la mise en place et au développement d'un système de contrôle interne facilitant la protection du patrimoine de l'Office de la Protection du Citoyen (OPC)

Profil de Compétences

- Être titulaire d'un diplôme universitaire du niveau maîtrise ou un diplôme équivalent en gestion des administrations publiques, en droit, en sciences sociales, ou dans une discipline apparentée ;
- Avoir au moins 5 années d'expérience professionnelle dans le domaine de la gestion de programmes, et de l'administration publique ;
- Avoir une expérience professionnelle dans le domaine des institutions nationales ou organisations nationales des droits de l'Homme ;
- Avoir une bonne connaissance du fonctionnement de l'Office de la Protection du Citoyen et de la Citoyenne ;
- Avoir une bonne compréhension du cadre administratif et institutionnel haïtien ;
- Être capable de s'exprimer dans un langage clair ;
- Jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante ;
- Avoir une parfaite maîtrise (orale et écrite) du français ; des notions de base en anglais serait un atout.

Durée

3 mois **avec possibilité d'extension**